

Témoignage oral

Consultations prébudgétaires Prélude au budget 2019

**Fraser Reilly-King
Directeur de la recherche
et des politiques**

**Conseil Canadien pour la coopération
internationale
(CCIC)**

Membres du comité :

Merci pour l'invitation à témoigner aujourd'hui. Je suis heureux d'avoir l'occasion de représenter le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI).

Le CCCI est la coalition nationale d'organisations de la société civile canadienne qui s'efforce d'éradiquer la pauvreté dans le monde et de promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous. Parmi nos plus de 80 membres, on compte de nombreuses organisations de développement international et d'aide humanitaire de premier plan au Canada.

Aujourd'hui, je veux présenter trois thèmes principaux :

Premièrement, la relation entre une économie plus compétitive et une société plus durable.

Deuxièmement, le rôle crucial que jouent les organismes de bienfaisance dans la réussite économique et sociétale du Canada.

Et troisièmement, comment le Canada peut-il appliquer une croissance accrue pour renforcer le leadership du Canada en matière de développement durable mondial.

D'abord, pour bâtir une économie concurrentielle et une société durable, le budget de 2019 offre au gouvernement canadien la possibilité d'accroître la compétitivité du Canada en créant des conditions propices à une croissance économique durable et à la lutte contre les inégalités – suites aux recommandations mises en évidence

dans le budget fédéral alternatif, notamment en investissant dans les infrastructures des Premières Nations, en éliminant les échappatoires fiscales et en luttant contre l'évasion fiscale, en investissant dans les services de garde et en favorisant une transition rapide et juste vers une économie à faibles émissions de carbone - conformément aux engagements du G7 en 2016 et 2018.

Pour compléter ces politiques, nous recommandons que le gouvernement lance une commission nationale pour produire un plan d'action complet, chiffré et pancanadien visant à aligner la politique gouvernementale sur les objectifs de développement durable et à établir un cadre d'indicateurs cohérent pour l'ensemble du gouvernement pour atteindre les priorités et mesurer les objectifs du Canada en matière d'ODD au pays et à l'étranger. Nous sommes ravis que le budget 2018 ait établi une unité des ODD et des ressources pour soutenir ce travail. Nous devons maintenant faire le travail.

Deuxièmement, l'appui du gouvernement à la croissance s'étend à tous les secteurs de l'économie, y compris le secteur caritatif.

Les organismes de bienfaisance du Canada emploient environ deux millions de Canadiens et représentent 135 milliards de dollars, soit 8,1 % du PIB. En outre, ils constituent un élément central de l'identité nationale du Canada, ce qui contribue à notre société et à notre économie. Lorsque les organismes de bienfaisance canadiens se portent bien, nous allons tous bien.

Le CCCI recommande donc que le gouvernement mette en œuvre les trois premières recommandations du groupe de consultation indépendant sur les activités politiques des organismes de bienfaisance, à savoir les réformes législatives et réglementaires de l'Agence du revenu du Canada pour permettre aux organismes de bienfaisance de contribuer au dialogue et à l'élaboration des politiques publiques.

Nous recommandons en outre que le gouvernement engage les organismes de bienfaisance canadiens dans un dialogue visant à moderniser le cadre réglementaire et législatif canadien pour le secteur des organismes de bienfaisance.

Troisièmement, la croissance économique durable est plus qu'une fin en soi, c'est aussi un catalyseur de changement transformateur au pays et à l'étranger. Le budget de 2019 devrait profiter des avantages de la croissance économique actuelle et future pour renforcer le leadership mondial du Canada en matière de développement durable et d'aide humanitaire, ainsi que son avantage mondial en matière de réputation et de compétitivité.

Pourtant, aujourd'hui, le Canada n'investit que 0,26 % du revenu national brut (RNB) - 26 centimes pour chaque \$100 dans l'aide internationale. En fait, au niveau des financements actuels, à la fin de 2019, le présent gouvernement aura le plus faible engagement en pourcentage du RNB de tout gouvernement canadien en un demi-siècle. Ce chiffre est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE et inférieur à la contribution moyenne historique du Canada. La semaine dernière, l'OCDE a noté qu'en dépit d'une croissance économique robuste, les niveaux de l'aide canadienne avaient diminué au cours des dernières années. Il a recommandé que le Canada augmente son ratio RNB pour augmenter le poids de ses efforts de leadership et de plaidoyer mondiaux.

Dans cette optique, le CCCI recommande que le gouvernement augmente les dépenses du Canada en matière de développement mondial et d'aide humanitaire sur 10 ans, par le truchement d'augmentations annuelles prévisibles de 15 % de l'enveloppe de l'assistance internationale (IAE). Ceci est conforme à la

recommandation 85 du rapport de la Commission des finances de l'année dernière.

Ces ressources devraient être accompagnées de nouveaux mécanismes de financement, flexibles, diversifiés et adaptés aux besoins de divers partenaires de la société civile. Ils devraient également inclure des mesures visant à atteindre certaines des personnes les plus pauvres des pays les plus pauvres - notamment en mettant l'accent sur l'égalité entre les sexes et les droits des femmes, ainsi que par des investissements croissants dans les organisations de défense des droits des femmes. Nous devons également accroître les investissements dans la lutte contre le changement climatique et nous assurer que 50 % de ces investissements soient orientés vers l'adaptation.

En prenant ces mesures, le budget de 2019 aidera à bâtir un monde plus juste, plus durable et plus sûr pour tous.

Merci, et j'ai hâte de répondre à vos questions.